

GESTION DE L'INFORMATION SÉCURITAIRE**Entre défaillances et mise en garde**

Le conseil adressé par Ahmed Ouyahia à la presse renvoie, en fait, vers la défaillance des pouvoirs publics dans la gestion de l'information sécuritaire. En deux décennies de lutte antiterroriste, les mécanismes d'information et de communication officiels et fiables n'ont toujours pas été instaurés.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - «La presse a tout intérêt, et ce n'est pas une menace, à reprendre raison et à ne pas servir de tribune à des gens qui n'épargnent personne, ni les militaires, ni les gendarmes, ni les fonctionnaires et même les petits enfants.» Même s'ils n'ont pas été proférés sur le ton de la menace, les propos d'Ahmed Ouyahia restent ambigus. A qui était adressé ce «conseil»? Le chef du gouvernement visait-il l'ensemble des médias?

En exhortant la presse à «reprendre raison», Ouyahia ne fait que reconnaître les lacunes des pouvoirs publics en matière de gestion de l'information sécuritaire.

Une situation qui prend toute son ampleur lors d'attentats terroristes. Pour obtenir des informations fiables sur le nombre de victimes ou encore le mode opératoire, les journalistes ne peuvent compter que sur leurs réseaux constitués essentiellement de «sources informelles».

Actuellement, il n'existe aucune structure officielle dédiée à l'information et à la communication sécuritaire. Pourtant, en vertu de loi portant état d'urgence, cette mission est du ressort exclusif du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Mais nous sommes en droit de s'interroger sur la volonté et les capacités du département de Nourredine Zerhouni à communiquer. Pour s'en convaincre, il suffit de revenir sur les attentats du 11 avril 2007 qui avait ciblé la chefferie du gouvernement et le commissariat de Bab-Ezzouar. Le ministre de l'Intérieur avait nié que les engins explosifs étaient déclenchés par des kamikazes.

Il faudra attendre la multiplication des attentats suicides pour que Zerhouni reconnaisse la triste réalité. Ce mode de gestion de l'information ne date pas d'aujourd'hui. Dans sa volonté de verrouiller la communication, Belaïd Abdesslam, alors chef



Ahmed Ouyahia.

Photos : Samir Sid

du gouvernement, avait imposé l'imprimatur. Ainsi, toute publication d'une information sécuritaire était soumise à autorisation.

Seuls les communiqués des institutions pouvaient être diffusés. Cette censure officielle a pu être déjouée grâce à la ténacité des rédactions. La manipulation de l'information sécuritaire a également eu lieu lors des massacres commis par le GIA. Le

nombre des victimes de ces tueries était revu à la baisse. Pour avoir le bilan exact, il suffisait aux journalistes de se rendre dans les cimetières pour compter les tombes...

Le rôle de la presse algérienne dans la lutte antiterroriste est aujourd'hui reconnu. Il est temps que cette presse soit considérée comme un «partenaire» et non plus comme un «adversaire».

T. H.

TRONÇON BABA HASSEN-DOUÉRA DE LA VOIE EXPRESS AIN-BENIAN-BOUFARIK**Livraison prévue dans 10 jours**

La section Baba Hassen-Douéra de la voie express en cours de réalisation et reliant sur une vingtaine de kilomètre Aïn-Benian à Boufarik (Blida) sera ouverte à la circulation automobile dans une dizaine de jours, a indiqué, hier, le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, à l'issue d'une visite de travail et d'inspection de plusieurs chantiers de la capitale.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - La section Baba Hassen-Douéra entre dans le cadre du projet de réaménagement de la RN 36 en 2x2 voies entre la RN11, à hauteur du lieu-dit les Dunes, et la RN1, au niveau de Tessala El-Merdja. Cette nouvelle section de la voie express devra, selon les responsables du projet, désengorger les localités de Chéraga, Aïn-Benian et Ouled-Fayet notamment.

Poursuivant sa visite, Amar Ghoul s'est rendu sur le chantier de l'aménagement du carrefour de Châteauneuf, à El-Biar. Ce projet, lancé en juillet dernier, consiste en la réalisation d'une trémie, dans le sens Chevalley-El-Biar, de 56 mètres linéaires et d'un giratoire. Actuellement, les travaux sont à la phase d'assainissement et de déviation des réseaux souterrains.

Sur place, le ministre a exhorté les responsables du

chantier à accélérer la cadence des travaux de terrassement et de libération des chaussées en prévision des rentrées scolaire et universitaire, vu que le carrefour est situé dans un lieu de croisement très fréquenté. La livraison du carrefour est prévue avant la fin de cette année.

Amar Ghoul s'est, en outre, enquis de l'état d'avancement des chantiers de la deuxième tranche du projet de réaménagement du carrefour Oulmane Khelifa.

A cet endroit, il est prévu la construction d'un viaduc de 321 m reliant le nouveau siège du ministère des Affaires étrangères (plateau des Annassers) à El-Madania ainsi qu'une trémie de 210 m en 2x2 voies.

Ce projet prend en charge le flux automobile entre et vers Riad El-Feth, Kouba, les Sources et le Ruisseau. Enfin, le premier responsable



Ghoul insiste sur la bonne exécution des travaux dans les délais.

du secteur des travaux publics a achevé sa visite par le projet de dédoublement de la RN24 entre Bordj-El-Kiffan et Heuraoua ainsi que celui d'évitement de la ville d'Aïn-Taya.

A chacune de ses haltes, Amar Ghoul a donné des instructions fermes pour la bonne exécution des travaux et leur achèvement dans les délais prévus.

Lotfi Mérad

D'autres sections «sont prêtes»

Plusieurs sections de l'autoroute Est-Ouest, dans les wilayas de Chlef, Aïn-Defla, Bordj-Bou-Arréridj et Blida, ont été achevées et «sont prêtes à être mises en service», a annoncé le ministre des Travaux publics. Sans avancer une échéance précise de l'ouverture officielle de ces sections à la circulation automobile, Amar Ghoul n'a toutefois pas écarté l'éventualité d'une prochaine inauguration de certains tronçons par le président de la République Abdelaziz Bouteflika.

L. M.

TÉLÉPHONIE**Nedjma lance Nedjmax**

Nedjma fête le mois sacré de ramadan et offre de nouveaux avantages à ses nouveaux clients Nedjmax.

Pour tout achat de la puce Nedjmax, le client aura droit à 1000 DA de crédit initial ainsi que 90 minutes gratuites, 24h/24, 7j/7, vers tous les réseaux mobiles et fixes en Algérie et certaines destinations internationales : réseau fixe en France, Allemagne, Italie, Royaume-Uni, Espagne et les réseaux fixes et mobiles au Canada.

Au premier rechargement de 1000 DA ou plus, le client peut doubler ses minutes gratuites en bénéficiant de 90 minutes supplémentaires ou 40 minutes d'appels gratuits pour un rechargement entre 500 et 999 DA.

Les clients actuel Nedjmax, peuvent eux aussi bénéficier du choix entre 90 minutes d'appels gratuits ou 40 minutes.

Grâce à cette nouveauté, les clients Nedjmax pourront communiquer en toute liberté avec leurs proches ou amis vivant en Algérie ou à l'étranger, durant tout le mois sacré de ramadan en fonction de leur budget.

AFFAIRE DES POLICIERS «TORTIONNAIRES» DE CHÉRAGA**La chambre d'accusation de Blida rendra son verdict le 17 septembre prochain**

De sources judiciaires, nous avons appris que la chambre d'accusation près le tribunal de Blida rendra le 17 septembre prochain son verdict concernant l'affaire des neuf policiers de la Sûreté de Chéraga accusés d'avoir torturé quatre personnes arrêtées pour vol de voiture. Il s'agit de l'examen de l'ordonnance de non-lieu concernant quatre policiers et frappé d'appel par la partie civile ainsi que celui de l'ordonnance de communication de pièces pour un renvoi d'arrêt devant le tribunal criminel.

Pour rappel, cette affaire a été traitée le 18 mai dernier par la première chambre d'instruction du tribunal de Blida et dans laquelle le juge avait écroué trois des policiers et placé deux autres sous contrôle judiciaire. Il importe de souligner que ceci est venu après que les quatre victimes eurent déposé plainte pour torture et sévices sexuels.

Lors des confrontations devant le juge d'instruction, les victimes ont reconnu uniquement cinq policiers, les accusant de leur avoir fait subir des actes de torture notamment à l'aide de pistolet à décharge électrique dont les séquelles étaient restées encore visibles un mois et demi après les faits. D'ailleurs, c'est grâce à ces séquelles que la preuve de leur accusation a été irréfutable.

Toutefois, le médecin légiste, nous dit-on, n'a pu déterminer de traces prouvant l'atteinte à la pudeur contre une des victimes qui a accusé K. M. de lui avoir fait subir des actes contre nature.

Ainsi, la chambre d'accusation près le tribunal de Blida qui est «la garantie des libertés individuelles, examinera ce dossier aux fins de mise en accusation et de non-lieu pour les policiers non concernés par cette affaire.

M. B.